

## **Notes d'allocution de Clive Doucet pour le Salon de l'innovation**

Quelles sont les différences entre un budget participatif et un budget « normal »?

Dans un budget participatif, les citoyens ont la possibilité de déterminer les priorités en matière de dépenses pour la ville. Il s'agit d'un document de planification, autant que d'un exercice de comptabilité.

Dans un budget « normal », la planification et les priorités sont déterminées par le conseil et le personnel et, lors du processus de consultation publique, les citoyens sont invités à prendre part à un processus comptable pour fixer le niveau de dépenses qu'ils préféreraient relativement à des postes déjà approuvés.

En résumé, un budget participatif est un processus de planification et un budget « normal » est un processus comptable.

Dans un processus comptable, les paramètres de la participation du public sont très limités.

Par exemple :

Quelle somme devrait être consacrée aux dépenses en capital et combien aux dépenses de fonctionnement?

Dans le budget d'Ottawa, il y a 57 millions de dollars dans le compte d'épargne de la ville pour des projets d'investissement à venir, comme de nouvelles routes, des égouts, etc.

En même temps, du côté fonctionnement dans le budget, on demande au public de se prononcer sur les services qu'ils préféreraient voir réduits ou supprimés afin de conserver un budget sans hausse d'impôts fonciers. Les services affectés pourraient être des cliniques de soins aux bébés, des lignes d'autobus ou des bibliothèques, car il n'y a pas assez d'argent dans le budget de fonctionnement pour ces services et ces programmes sans une augmentation des impôts.

En changeant l'équilibre entre le budget de fonctionnement et le budget d'investissement, on touche automatiquement à l'argent qui sera disponible pour les services actuels.

Dans le budget comptable, il existe une ligne sacrée entre l'investissement et le fonctionnement, et le public n'a pas son mot à dire sur le sujet. Le public n'est pas autorisé à discuter de la possibilité de réduction des économies pour les dépenses de fonctionnement.

Il n'y a pas non plus de rapport dans le budget comptable avec les priorités de planification de la ville. Les priorités ont été établies selon un processus différent, par le Plan officiel et par le

processus de consultation sur le Plan officiel.

Il n'y avait aucun lien entre les deux processus de consultation publique. La discussion portant sur le budget comptable ne s'est pas tenue en même temps que celle portant sur le Plan officiel qui visait à déterminer quel genre de ville la population voulait et quelles priorités cette dernière souhaitait voir passer en premier.

À la suite du processus relatif au Plan officiel, il a été établi que les priorités de la ville sont d'améliorer le réseau de transport en commun, de devenir une ville moins dépendante des voitures et donc plus écologique et plus saine.

Le processus de budget comptable visait à diminuer les dépenses afin de réduire tout impôt qui serait prélevé, ce qui s'est traduit par des réductions importantes au niveau du financement des transports en commun et des initiatives pour une ville écologique et saine.

La question qui a été posée à plusieurs reprises pendant la consultation publique sur le budget comptable était la suivante : Quel est l'intérêt des priorités de planification et du Plan officiel s'ils ne sont pas liés au processus d'investissement et au processus budgétaire de la ville?

Le budget participatif relie le processus de planification au processus comptable.

Par exemple, à Porto Alegre, la population voulait dépenser plus pour les transports en commun, les services de garderie, les égouts et les canalisations d'eau de la banlieue.

Douze ans après, voici ce que les habitants ont réalisé : Ils ont maintenant 120 garderies gérées par la ville, contre 2 auparavant. Leur réseau de transport, qui était jusque-là adéquat, est de calibre mondial aujourd'hui. Ils ont également amélioré leur réseau de distribution d'eau et leur réseau d'égout qui desservent maintenant 85 p. 100 des immeubles d'habitation dans les banlieues, contre 25 p. 100 auparavant.

Ils ont aussi construit seulement 25 km de nouvelle route sur une période de dix ans.

Nous en construisons 100 km tous les ans.

C'est un robinet que nous semblons bien incapables de fermer.

Dans le cadre du processus de budget comptable, les droits d'aménagement imposés aux constructeurs de résidences sont mis de côté pour financer la construction de routes locales. Mais, dès que ces nouvelles routes sont construites, c'est la ville qui assume les coûts de fonctionnement. C'est un gouffre qui engloutit des millions chaque année. Cela coûte 1 million de dollars pour construire une portion de route d'un kilomètre et 8 000 dollars pour l'entretenir. Ainsi, l'entretien d'un nouveau tronçon de route typique de 100 km revient à 160 000 dollars et

il est financé par l'impôt foncier payé par les habitants. Ensuite, ces nouvelles routes engendrent de nouvelles demandes pour des prolongements de routes coûteux en aval de ces aménagements.

Par exemple, cela coûte un demi million de dollars pour élargir de trois voies un carrefour afin de faire face à la croissance du réseau routier local et cet argent provient entièrement de l'impôt foncier, mais nous n'avons pas d'argent pour les transports en commun qui coûtent moins cher aux contribuables municipaux. Le système de transport public est financé à 50 p. 100 par les usagers et à 50 p. 100 par l'impôt foncier, alors que les routes sont financées entièrement par l'impôt foncier.

Il existe une grosse différence entre le processus participatif et le budget comptable : le budget participatif lie les priorités et les coûts avec les dépenses, alors que ce n'est pas le cas avec le budget comptable.

La comptabilité est un exercice qui consiste à contrôler les impôts, et non pas à établir des priorités. C'est le pire des deux mondes. En bout de ligne, cela conduit à une augmentation des impôts et, en même temps, il y a moins de services offerts, parce que cela ne change jamais les priorités de la ville ou la manière dont celle-ci dépense; cela ne change jamais la façon dont la ville offre des services à ses citoyens.

Ainsi, si une ville n'a pas d'autre choix que d'assumer des développements qui occasionnent des coûts élevés et qui causent du smog, ce qui est le cas de la plupart des villes, le budget comptable ne fait que perpétuer cette structure des dépenses. La seule vraie discussion concerne la somme que vous allez dépenser pour ce faire.

En liant les priorités de planification avec la comptabilité, les budgets participatifs donnent aux gens une chance de changer l'orientation des dépenses municipales vers des priorités différentes et des types de développements moins coûteux.